



Communication sur le progrès 2013 de Bouygues Construction



Direction Développement Durable – Septembre 2013



Le Président

18 septembre 2013

Déclaration de soutien au Pacte Mondial

Depuis 2006, Bouygues Construction s'est engagé à soutenir et promouvoir dans son domaine d'influence les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Nous renouvelons l'engagement de traduire en actions concrètes ces principes, à travers notre politique de développement durable qui s'articule autour de quatre axes portant sur l'environnement et la construction durable, l'implication de nos clients et partenaires autour d'un projet durable, l'engagement local et la solidarité, et le développement de nos collaborateurs.

Au cours de l'année, nos entreprises ont mis en œuvre de nombreuses actions découlant de ces grandes orientations. Celles-ci sont décrites dans notre rapport RSE de réponse à l'article 225 mais également dans notre rapport d'activité, qui accompagne la présente Communication sur le Progrès. Dans ce dernier, un chapitre est consacré au pilotage de la démarche de développement durable et présente entre autres les indicateurs extra-financiers nous permettant de mesurer l'avancement de notre politique.

Par ailleurs, nous avons souhaité mettre en lumière la manière dont nos actions servent les dix principes du Global Compact, en élaborant un tableau synthétique qui présente pour chacun d'eux les actions mises en œuvre par Bouygues Construction, les indicateurs de suivi associés ainsi que la correspondance dans notre rapport RSE de réponse à l'article 225 (voir ci-après).

En tant que Président Directeur Général de Bouygues Construction, je confirme l'engagement de l'entreprise dans la dynamique de progrès initiée par le Global Compact.



Yves GABRIEL

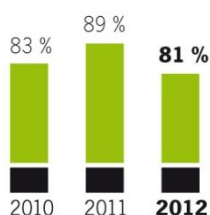
PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT	PRINCIPALES ACTIONS 2012	SECTIONS CONCERNEES DANS LE RAPPORT RSE 2012 (réponse à l'article 225)															
Droits de l'homme																	
1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence ;	<p>Ethique et respect des droits humains fondamentaux</p> <ul style="list-style-type: none">- Diffusion du code d'éthique de Bouygues à tous les collaborateurs.- Plan de formation Ethique et Conformité à destination de l'ensemble des Comités de Direction et des fonctions commerciales ou managériales.- Application aux personnels locaux des standards de l'entreprise en matière de santé et de sécurité supérieurs à la législation locale dans de nombreux pays.- Conditions de travail et d'hébergement décentes dans le respect des cultures et communautés.- Principe de refus d'activité dans les pays sous embargo des Nations Unies. <p>Engagement citoyen</p> <ul style="list-style-type: none">- Opérations de solidarité, conduites par les différentes filiales au sein des territoires, en faveur de l'éducation, de l'insertion et de la santé (en 2012, 472 partenariats soutenus pour un montant total de 3,9 millions d'euros)- A travers sa fondation d'entreprise Terre Plurielle, Bouygues Construction apporte son soutien financier à des projets parrainés par des collaborateurs du groupe visant à favoriser l'accès à la santé, l'éducation et l'insertion de populations en difficulté, aussi bien en France qu'à l'international (104 projets parrainés depuis la création dans 18 pays différents)- Nombreux partenariats en cours : Restos du Cœur (dons, mise à disposition de moyens logistiques...), Care (social business au Maroc) etc.	<p>p 39 - Impact territorial, économique et sociétal de l'activité de la société</p> <p>p 41 - Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société</p> <p>p 47 - Loyauté des pratiques</p>															
	<div><table><tr><th>Année</th><th>Nombre de partenariats</th></tr><tr><td>2010</td><td>439</td></tr><tr><td>2011</td><td>424</td></tr><tr><td>2012</td><td>472</td></tr></table><p>Nombre de partenariats visant à soutenir l'insertion, l'éducation et la santé ou à répondre à des situations d'urgence conduits dans l'année (monde – interne).</p></div> <div><table><tr><th>Année</th><th>Montant directement versé (M€)</th></tr><tr><td>2010</td><td>3,1 M€</td></tr><tr><td>2011</td><td>2,5 M€</td></tr><tr><td>2012</td><td>3,9 M€</td></tr></table><p>Montant directement versé pour soutenir l'insertion, l'éducation et la santé ou pour répondre à des situations d'urgence (monde – interne).</p></div>	Année	Nombre de partenariats	2010	439	2011	424	2012	472	Année	Montant directement versé (M€)	2010	3,1 M€	2011	2,5 M€	2012	3,9 M€
Année	Nombre de partenariats																
2010	439																
2011	424																
2012	472																
Année	Montant directement versé (M€)																
2010	3,1 M€																
2011	2,5 M€																
2012	3,9 M€																

2. à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violation des droits de l'Homme.

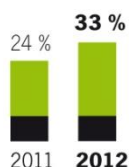
Achats responsables

- Formalisation des obligations en matière de droits humains à travers la charte RSE fournisseurs et sous-traitants : 68% du chiffre d'affaires est réalisé par les unités opérationnelles ayant intégré dans leurs contrats cette charte de manière systématique.
- Evaluation des fournisseurs sur leurs performances RSE notamment par un organisme externe spécialisé, Ecovadis, permettant une analyse objective et un benchmark des fournisseurs. En 2012, 33% du chiffre d'affaires achat a été réalisé avec des fournisseurs évalués (EcoVadis et questionnaires dédiés PME/TPE) soit 2409 fournisseurs.
- Formation des acheteurs aux achats responsables : 67% des acheteurs formés aux achats responsables en 2012.
- Signataire de la Charte grands donneurs d'ordres – PME sous l'égide du ministre de l'Economie, avec dix engagements pour des achats responsables.
- Procédures de contrôle pour s'assurer que les sous-traitants et fournisseurs ne pratiquent pas le travail forcé ou celui des enfants.
- Développement des achats solidaires : Bouygues Construction a participé à un groupe de travail AFNOR sur le recours au secteur protégé / conception d'un manuel dédié (1808k€ de chiffre d'affaire confié au secteur protégé en 2012)
- Un choix de produits et matériaux en amont pour une éco-conception des offres : partenariat avec le WWF sur l'approvisionnement en bois, outils « Polygreen » et « Elodie® » en interne, écolabels en externe par exemple...
- Management de la relation fournisseurs (plus de 500 fournisseurs concernés en 2012 par une enquête sur la qualité des relations acheteurs-fournisseurs) et développement d'innovations partenariales (béton isolant avec Lafarge, panobloc® de bois avec Techniwood...)

p 44 - Sous-traitance et fournisseurs



Pourcentage de l'activité réalisé par des unités opérationnelles ayant développé un plan d'action pour impliquer les partenaires, sous-traitants et fournisseurs dans la démarche QSE (monde - interne).



Pourcentage du chiffre d'affaires achats réalisé avec des fournisseurs sous évaluation RSE (monde - interne).

68 %

Pourcentage de l'activité réalisé par des unités opérationnelles ayant intégré dans leurs contrats sous-traitants et fournisseurs la charte RSE de manière systématique (monde - interne).



Pourcentage d'acheteurs formés aux achats responsables (monde - interne).

Normes du travail

<p>3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective ;</p>	<p>Dialogue social</p> <ul style="list-style-type: none"> - Négociation sociale portant sur des sujets divers allant au-delà des obligations légales (grands déplacements, droit individuel à la formation, compte épargne temps...) : 104 accords collectifs signés en 2012(y compris les Négociations Annuelles Obligatoires). - Participation de 86% des collaborateurs aux dernières élections du comité d'entreprise en 2012. <div data-bbox="411 555 823 703"> <p>104 accords collectifs ont été négociés en 2012, y compris les négociations annuelles obligatoires (France – interne).</p> </div> <div data-bbox="1002 555 1414 703"> <p>86% Taux de participation aux dernières élections du CE (France – interne).</p> </div>	<p>p 10 - Relations sociales</p>
<p>4. l'élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire ;</p>	<p>Lutte contre le travail illégal</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédures de contrôle sur les chantiers : contrôle systématique des papiers d'identité, autorisations de travail en lien avec les autorités compétentes, systèmes de badges à l'entrée des chantiers, formation des hiérarchies travaux... - Signature de contrats-cadres avec les sociétés intérim incluant des clauses spécifiques sur la situation régulière des salariés mis à leur disposition. 	<p>p 17 - Respect des conventions de l'organisation internationale du travail</p>
<p>5. l'abolition effective du travail des enfants ;</p>	<p>Lutte contre le travail des enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédures de contrôle pour s'assurer que sous-traitants et fournisseurs ne pratiquent pas le travail forcé ou celui des enfants (principes contenus dans le Code Ethique de Bouygues Construction ainsi que dans la charte RSE fournisseurs). 	<p>p 17 - Respect des conventions de l'organisation internationale du travail</p>
<p>6. l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.</p>	<p>Diversité Pôle d'expertise Diversité et Egalité des chances en charge de la mise en place d'une politique pour favoriser la diversité et assurer l'égalité des chances :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Seniors</u> : outre la signature d'accords dans chaque entité, un plan d'action ambitieux a été défini en 2011 autour de 4 axes (gestion des compétences, employabilité, santé et conditions de travail, accompagnement vers la retraite). Depuis 2010, une formation Retraite est proposée aux collaborateurs de 55 ans et plus pour les informer sur la gestion de fin de carrière et leur proposer un accompagnement personnalisé. - <u>Egalité hommes/femmes</u> : mise en œuvre des accords de 2008 sur l'égalité professionnelle hommes/femmes. <ul style="list-style-type: none"> • Opération« Déployons nos elles » avec l'IMS-Entreprendre pour la Cité afin de diversifier l'orientation des jeunes filles. Formation « Réussir au féminin » pour le management. • Un plan d'actions mixité a été officiellement lancé en 2012 avec 3 principaux axes : attractivité, progression et équilibre vie professionnelle/vie privée déclinés en 5 initiatives majeures 	<p>p 14 - Egalité de traitement</p>

6. l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

(organisation d'un événement fondateur, mise en place d'un tableau de bord de la mixité, création de modules de formation dédiés, animation d'un réseau de femmes, édition d'un guide mixité).

- **Handicap** : La politique Handicap Bouygues Construction repose en France sur un réseau de chargés de mission handicap, des accords et convention Agefiph et un engagement sur quatre thèmes : sensibilisation des collaborateurs, recrutement, maintien dans l'emploi, sous-traitance au secteur adapté et protégé. Plusieurs initiatives ont été prises : multiplication des opérations de sensibilisation réalisées par les filiales de Bouygues Construction (opérations itinérantes « Handitour »)

- **Insertion** : 410 opérations conduites en collaboration avec les structures locales d'insertion en France en 2012.

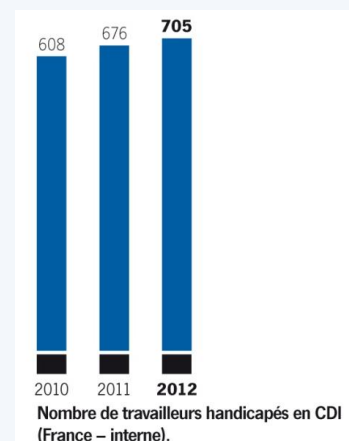
3 partenariats emblématiques :

- Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) : module de formation, conception d'outils pratiques, accompagnement des chantiers en régions...
- Association Française des Managers de la Diversité (AFMD) : propositions aux instances publiques, organisation de Journée Passerelle pour des personnes en fin de parcours d'insertion...
- Institut du Service Civique : participation à la création de la structure et à son administration

Une filiale dédiée (Thémis FM) s'engage également en faveur de l'insertion des détenus dans le cadre de la construction, puis de l'exploitation/maintenance de certaines prisons en Partenariats Public-Privé.

	2010	2011	2012
TOP MANAGEMENT (membres d'un comité de direction)	9 %	9 %	13 %
CADRES	21 %	21 %	22 %
ÉTAM	32 %	32 %	32 %
COMPAGNONS	1 %	1 %	2 %
TOTAL	16 %	17 %	17 %

Répartition des femmes en France selon le statut (France – GRI LA13).



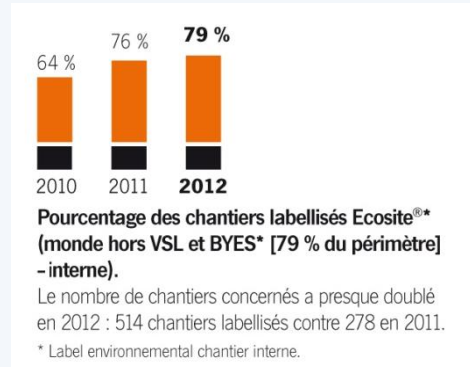
Environnement

7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement ;

Gestion des risques environnementaux

- Intégration dans les processus internes d'une analyse des risques environnementaux sur les projets : 89% du chiffre d'affaires couvert par un système de management de l'environnement certifié ISO 14001. L'analyse des risques environnementaux constitue également l'un des 12 standards de la démarche Ecosite (label environnemental interne, obtenu par 79% des chantiers du Groupe en 2012).
- Offre complète de programmes de formations internes (public cible) + opérations de sensibilisation (ensemble des collaborateurs)

p 18 - Politique générale en matière d'environnement



8. à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;

Préservation de l'environnement dans nos process de production

- Eco-conception :

- Réduction des impacts environnementaux des projets tout en recherchant une optimisation du coût global : performance énergétique, intégration des exigences en matière de confort, usage et santé, limitation de l'empreinte carbone, préservation des ressources, limitation de la production de déchets.
- En 2012, la part des bâtiments sous labellisation ou certification environnementale s'élève à 57% de la prise de commandes mondiale (contre 55% en 2011)
- Utilisation du logiciel CarbonEco®, conçu en interne, qui permet de comptabiliser les émissions de gaz à effet de serre liées à la réalisation d'une opération : comparaison des éco-variantes, test de différentes options d'exploitation.
- Partenariat avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) pour l'optimisation du logiciel Elodie®, dispositif d'analyse de cycle de vie évaluant la qualité environnementale des projets à travers une étude multicritères.
- Déploiement de la maquette numérique permettant de comparer différentes hypothèses de conception afin d'orienter les choix finaux pour des projets éco-conçus.
- Développement de nouvelles offres telles que Be Green®, dédiée au marché du bâtiment tertiaire privé pour accompagner les clients dans la valorisation durable de leur patrimoine immobilier.

- Construction :

- Réduction des impacts environnementaux des chantiers avec le déploiement de la démarche environnementale chantier de

p 18 - Politique générale en matière d'environnement

l'entreprise, « Ecosite », et du label associé, qui définit des standards sur 12 thèmes : gestion des déchets, préservation de la biodiversité, réduction des nuisances, etc. En 2012, 79% des chantiers labellissables (contre 76% en 2011) ont obtenu le label Ecosite.

- Réduction des nuisances aux riverains : simulation et maîtrise du niveau sonore des chantiers, utilisation de béton autoplaçant supprimant les vibrations.

- Exploitation :

- Accompagnement des clients sur des problématiques de pilotage énergétique en phase d'exploitation : contrat de performance énergétique (Green Office® à Meudon), outils de pilotage en temps réel des consommations énergétiques du bâtiment (Hypervision®, EnergyPass®) et de maîtrise des consommations,

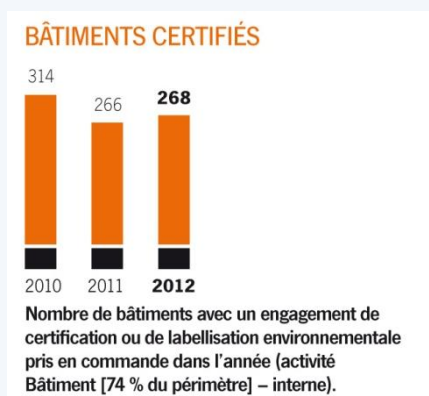
- Partenariats environnementaux :

- Adhésion au Réseau Forêt et Commerce de WWF pour augmenter les volumes d'achats de bois venant de forêts gérées selon des principes garantissant la pérennité des ressources, le maintien de la biodiversité et le bien-être social.
- Adhésion de Bouygues Bâtiment Ile-de-France à Natureparif, première agence régionale en Europe consacrée à la biodiversité.
- Partenariat sur la biodiversité avec l'association Noé Conservation (pour des projets d'infrastructures, d'éclairage public et de gestion des espaces verts).

Préservation de l'environnement dans nos modes de fonctionnement :

- Réduction des émissions liées aux transports : Véhicules d'entreprise moins émetteurs de CO2, Plans de Déplacement d'Entreprise (PDE), formation à l'éco-conduite, déploiement du véhicule électrique...
- Réduction des consommations de nos établissements : informatique, consommation de papier, d'électricité, d'eau, etc.
- Sensibilisation des collaborateurs dans les bureaux et sur les chantiers : campagnes « Eco-gestes ».

p 18 - Politique générale en matière d'environnement



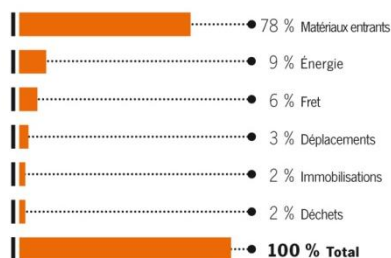
8. à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;

ÉMISSIONS DE CO₂



Émissions de CO₂ par type (monde – GRI EN16).

● 5 % Établissements ● 95 % Projets

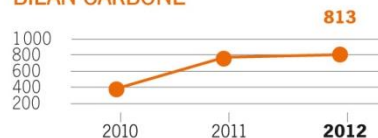


Émissions de CO₂ par poste pour les projets (monde – GRI EN16).

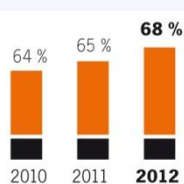
Le chiffre global des émissions de Bouygues Construction est de 3,39 millions de tonnes équivalent CO₂ pour l'année 2012. Cette donnée recouvrant les scopes 1, 2 et 3a correspond à la somme des émissions :

- issues du fonctionnement des sièges et agences du groupe Bouygues Construction (5 % des émissions) et portant sur les postes énergie-biens et services-fret-déplacements de personnes-immobilisations ;
- issues des projets des entités du groupe Bouygues Construction. Pour chaque projet transféré dans l'outil de mesure interne CarbonEco®, le chiffre global calculé des émissions de CO₂ (sur les postes énergie-matériaux entrants-fret-déplacements du personnel chantier-immobilisations-déchets) est réparti au *pro rata temporis* de la durée du projet. Pour produire 1 million d'euros de chiffre d'affaires, Bouygues Construction émet 330 tonnes équivalent CO₂ (contre 338 en 2011).

BILAN CARBONE



Nombre de bilans carbone réalisés (monde – GRI EN16).



Pourcentage des chantiers faisant l'objet d'actions de concertation, de communication ou d'évaluation de la satisfaction des riverains (monde hors BYES* et VSL [79 % du périmètre] – interne).

Bouygues Construction fait du dialogue avec les acteurs locaux une de ses priorités et s'emploie à limiter au maximum les nuisances de ses chantiers pour les riverains.

9. à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

R&D et innovation

- Création de la Chaire de recherche « Bâtir durable et innover » en partenariat avec l'école des Ponts ParisTech, l'école Centrale Paris et le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB). Elle a pour objectif de faire travailler chercheurs et doctorants sur les technologies bas carbone, les bâtiments et les villes durables, l'approche coût global, les usages etc.

- Concentration de la majorité des efforts R&D du groupe en construction durable avec 49% des dépenses de recherche consacrée à la construction durable en 2012. Principaux programmes de recherche : efficacité énergétique des bâtiments, réduction des émissions carbone, qualité de l'air intérieur dans l'habitat, évaluation en coût global des bâtiments, éco-conception.

- Programme de recherche sur les bâtiments autonomes sur le plan de l'énergie, de l'eau et des déchets (Autonomous Building for Citizens).

- Accords de coopération avec des industriels et laboratoires. Par exemple, un partenariat avec Lafarge a permis de développer le béton isolant structurel Thermédia™ 0.6 B, celui avec Techniwood des panoblocs de bois...

- Organisation de concours Innovation au sein des entités et du Groupe tous les deux ans. Parmi les innovations primées en 2012 : site web participatif pour favoriser l'innovation auprès des collaborateurs Achats, projet « mon écolycée » impliquant les lycéens dans la réduction des consommations énergétiques de leur bâtiment, utilisation des énergies renouvelables dans les tunnels, etc.

Diffusion et partage de connaissances

- Animation d'un Club Construction Durable, lieu de réflexion et d'échange avec les clients et partenaires de Bouygues Construction. 3 Clubs Métiers (Logement, Bureaux et Infrastructures) et plusieurs think tanks thématiques : usages, nouveaux modes d'habiter, temps libre en ville. Le club compte aujourd'hui plus de 300 membres clients et partenaires.

- Partage de connaissances et échanges avec de nombreux acteurs de la société civile sur la construction durable : participation aux travaux de l'Afnor, du Comité 21, du Plan Bâtiment Durable, du Green Building Council, de l'Association HQE, de l'ECTP (European Construction Technology Platform), de l'E2BA (Energy Efficiency Building Association), d'Efficacy (groupe de recherche sur la ville durable associant industriels, grandes écoles et universités dans le cadre du Grand Emprunt), du Pôle de Compétences Advancity.



p 20 - Politique générale en matière d'environnement (tous paragraphes)

p 42 – Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société

Lutte contre la corruption

10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Ethique des affaires

- Mise en place d'un dispositif d'alerte professionnelle élargi aux pratiques anticoncurrentielles.
- Renforcement des investigations préalables à la désignation des agents commerciaux.
- Animation d'un comité éthique.
- Plan de formation Ethique et Conformité à destination de l'ensemble des Comités de Direction et des fonctions commerciales ou managériales : 2549 cadres formés au cours des trois dernières années.

p 47 - Loyauté des pratiques



Pour plus d'information :

Lien vers le rapport RSE 2012 (réponse de Bouygues Construction à l'article 225) :

[Bouygues Construction – Rapport RSE 2012](#)

Lien vers le rapport d'activité de 2012 de Bouygues Construction :

[Bouygues Construction - Rapport d'activité 2012](#)

Lien vers la brochure Développement Durable de Bouygues Construction :

[Bouygues Construction – Brochure développement durable](#)